

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
10 mars 2006
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 27 février 2006, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le récapitulatif des travaux menés par le Conseil de sécurité durant le mois de décembre 2005 sous la présidence du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (voir annexe). Ce récapitulatif a été établi sous ma responsabilité à l'issue de consultations tenues avec les autres membres du Conseil. Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Emyr **Jones Parry**



**Annexe à la lettre datée du 27 février 2006,
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Récapitulatif des travaux menés par le Conseil de sécurité
durant le mois de décembre 2005 sous la présidence
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**

Le Conseil de sécurité s'est réuni 29 fois sous la présidence du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et a notamment tenu un débat public sur la protection des civils en période de conflit armé et 14 séances de consultations officielles. Il a adopté 10 résolutions et 9 déclarations du Président.

Afrique

Burundi

Le 21 décembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1650 (2005) par laquelle il a prorogé le mandat de l'ONUB jusqu'au 1^{er} juillet 2006. La résolution prévoit la possibilité de redéployer le personnel entre l'ONUB et la MONUC, sous réserve d'une autorisation en ce sens formulée par le Conseil et de l'accord préalable des Gouvernements burundais et congolais et des pays qui fournissent des contingents à ces missions. Le Secrétaire général doit rendre compte d'ici au 15 mars 2006 des résultats de l'évaluation conjointe menée par l'ONUB et les autorités burundaises sur la taille et le rôle futurs de la mission.

République centrafricaine

Les membres du Conseil ont pris note, dans le cadre d'un échange de lettres entre le Secrétaire général et le Président du Conseil, de la recommandation du Secrétaire général de proroger le mandat du BONUCA du 1^{er} janvier au 31 décembre 2006 et de nommer le représentant en République centrafricaine Représentant spécial, avec rang de Sous-Secrétaire général.

Côte d'Ivoire

Lors de consultations officielles, le 8 décembre, Hédi Annabi, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, a présenté un exposé aux membres du Conseil concernant la nomination d'un nouveau Premier Ministre en Côte d'Ivoire. En sa qualité de Président du Comité des sanctions concernant la Côte d'Ivoire, l'Ambassadeur Adamantios Th. Vassilakis (Grèce) a fait le point des travaux du comité.

Le 9 décembre, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/60) dans laquelle il s'est félicité de la nomination du nouveau Premier Ministre et a réaffirmé que celui-ci devait avoir tous les pouvoirs et ressources nécessaires décrits dans la résolution 1633 (2005).

Le 15 décembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1643 (2005) par laquelle il a prorogé pour une année supplémentaire l'autorisation d'imposer des sanctions à la Côte d'Ivoire et d'instituer un embargo sur les exportations de diamants.

République démocratique du Congo

Le 19 décembre, lors d'une réunion publique d'information organisée par les présidents des organes subsidiaires du Conseil (voir ci-après), l'Ambassadeur Abdallah Baali (Algérie) a fait, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, un exposé sur les travaux de cet organe.

Le 21 décembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1649 (2005) sur les milices et les groupes armés étrangers opérant dans l'est de la République démocratique du Congo. La résolution prévoit l'élargissement de l'application des mesures ciblées adoptées dans la résolution 1596 (2005) aux responsables politiques et militaires des groupes armés qui font obstacle au désarmement, avec effet au 15 janvier 2006. Le Conseil y engage le Gouvernement d'unité nationale et de transition à faire tout son possible pour assurer la sécurité des civils et réaffirme le mandat de la MONUC consistant à appuyer les efforts des Forces armées de la République démocratique du Congo visant à désarmer les combattants étrangers et à utiliser tous les moyens nécessaires, dans la limite de ses capacités, pour assurer la protection des civils. Il prie également le Secrétaire général, en coordination étroite avec le Gouvernement d'unité nationale et de transition et les autres parties prenantes, d'établir, d'ici au 15 mars 2006, une stratégie d'ensemble cohérente pour le désarmement, le rapatriement et la réinstallation des combattants étrangers, comprenant les aspects militaires, politiques, économiques et judiciaires.

Le 21 décembre également, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/66) par laquelle il a félicité le peuple de la République démocratique du Congo pour le bon déroulement du référendum sur le projet de constitution et rendu hommage au travail de la Commission électorale indépendante et de la MONUC.

Érythrée et Éthiopie

Le 7 décembre, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Marie Guéhenno, a fait un exposé au Conseil sur la demande présentée par l'Érythrée tendant à ce que le personnel américain, canadien et européen de la MINUEE quitte le pays dans les 10 jours. Le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/59) dans laquelle il a condamné la décision de l'Érythrée et lui a demandé de revenir sur cette décision. À la demande des membres du Conseil, le Président du Conseil a convoqué le Chargé d'affaires de l'Érythrée pour lui exposer la position du Conseil.

Le 13 décembre, le Secrétaire général a fait le point de la situation avec le Conseil et, le 14 décembre, la Sous-Secrétaire générale pour les opérations de maintien de la paix, Jane Holl Lute, a présenté un exposé au Conseil sur la MINUEE dans le cadre de consultations officieuses. Le Conseil a donné son accord à la proposition du Secrétariat tendant à transférer à titre provisoire certains membres du personnel de la MINUEE en Éthiopie pour des raisons de sécurité et a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/62) en ce sens le 14 décembre.

Lors de consultations officieuses, le 21 décembre, le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, Hédi Annabi, a informé le Conseil des options concernant l'avenir de la MINUEE. Les membres du Conseil ont décidé d'attendre le rapport du Secrétaire général demandé dans la résolution 1640 (2005), dont la publication était prévue pour le début du mois de janvier 2006, avant de prendre une décision sur ces options.

Région des Grands Lacs

Le 6 décembre, le Conseil a tenu une séance publique sur le rapport de la mission qu'il a effectuée en Afrique centrale du 4 au 11 novembre 2005 (S/2005/716). Les membres du Conseil ont fait leurs recommandations de la mission, souligné l'importance du processus électoral en République démocratique du Congo et réaffirmé l'appui énergique de la communauté internationale au Burundi. Les représentants du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda ont pris part au débat.

Le 30 décembre, dans le cadre d'un échange de lettres entre le Président du Conseil et le Secrétaire général, les membres du Conseil ont pris note de l'intention du Secrétaire général de proroger le mandat de son Représentant spécial pour la région des Grands Lacs jusqu'au 31 mars 2006.

Guinée-Bissau

Lors de consultations officieuses tenues le 14 décembre, les membres du Conseil ont entendu un exposé de João Bernardo Honwana, Représentant du Secrétaire général, sur la situation en Guinée-Bissau. M. Honwana a donné un aperçu des faits nouveaux survenus récemment dans le pays et souligné l'importance qu'il y avait à ce que l'aide internationale se poursuive. Les membres du Conseil se sont entendus sur le principe d'un communiqué de presse par lequel ils engageraient toutes les parties à respecter l'état de droit et à œuvrer en faveur de la consolidation du processus démocratique. Ils ont décidé de réviser et de proroger pour un an le mandat du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau.

Libéria

Lors de consultations officieuses tenues le 16 décembre, les membres du Conseil ont entendu un exposé d'Alan Doss, Représentant spécial du Secrétaire général, à la suite de l'élection récente d'Ellen Johnson-Sirleaf comme Présidente du Libéria. Ils ont aussi examiné la question des sanctions imposées au Libéria et entendu un exposé de l'Ambassadrice Ellen Margrethe Løj (Danemark), Présidente du Comité des sanctions concernant le Libéria.

Le 20 décembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1647 (2005) par laquelle il a prorogé l'embargo sur les armes et l'interdiction de voyager pour un an et reconduit les mesures concernant les diamants et le bois pour six mois, et décidé de revoir les sanctions dès lors que le nouveau Gouvernement libérien lui aurait fait savoir que les conditions voulues pour lever les mesures étaient réunies.

Sierra Leone

Le 20 décembre, Daudi Mwakawago, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Sierra Leone, a fait un exposé au Conseil à l'occasion d'une séance

publique tenue quelques jours avant la fin du mandat de la MINUSIL. Il a retracé l'action de la MINUSIL depuis 1999 jusqu'à la fin concluante de l'opération et décrit les aspects novateurs de la Mission dont pourraient s'inspirer d'autres opérations de maintien de la paix : coopération avec d'autres missions des Nations Unies dans la région, gestion intégrée des questions de gouvernance et de développement, et critères de retrait précis.

Les membres du Conseil ont félicité le Représentant spécial du Secrétaire général et ses prédécesseurs, le personnel des Nations Unies et les pays qui ont fourni des effectifs militaires ou de police. Ils ont souhaité que le nouveau Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone continue d'appuyer les efforts entrepris par le Gouvernement sierra-léonais pour consolider la paix dans le pays, et ont espéré que la Sierra Leone serait parmi les premiers pays dont s'occuperait la Commission de consolidation de la paix. Les membres du Conseil ont adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/63).

Le Représentant spécial Mwakawago a également fait un exposé aux pays qui ont fourni des contingents à la MINUSIL et les a remerciés de leur aide lors d'une séance privée du Conseil tenue le 20 décembre.

Somalie

Le 19 décembre, lors d'une réunion publique d'information organisée par les présidents des organes subsidiaires du Conseil (voir ci-après), l'Ambassadeur Lauro Baja (Philippines), Président du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie, a rendu compte de sa mission dans la région et des travaux du Comité aux membres du Conseil.

Soudan

Lors d'une réunion publique, le 13 décembre, Luis Moreno-Ocampo (Procureur de la Cour pénale internationale) a présenté son deuxième rapport concernant l'enquête sur la situation au Darfour, conformément à la demande formulée dans la résolution 1593 (2005). La réunion d'information a été suivie d'une séance privée au cours de laquelle les membres du Conseil ont fait des observations et posé des questions. Comme cela avait été décidé par les membres du Conseil, la délégation du Soudan était présente mais n'a pas participé au débat.

Lors de l'échange de vues qui s'est ensuivi entre les membres du Conseil et le Procureur, les membres du Conseil ont noté qu'il incombait au premier chef au Gouvernement soudanais de mettre un terme aux atrocités, d'éviter qu'elles ne se reproduisent et de mettre fin à l'impunité au Darfour, le Gouvernement étant tenu de coopérer sans réserve avec la Cour pénale internationale. La coopération s'était bien engagée mais il fallait qu'elle se poursuive, notamment dans le cadre d'entretiens avec des témoins représentant le Gouvernement. Le Conseil suivrait les progrès de près, en particulier la signature de l'Accord de coopération entre l'Union africaine et la Cour pénale internationale.

Le 21 décembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1651 (2005) par laquelle il a prorogé le mandat du Groupe d'experts sur le Soudan jusqu'au 29 mars 2006. Le même jour, il a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/67) dans laquelle il s'est félicité de la reprise des pourparlers d'Abuja sur le Darfour, a demandé à toutes les parties de conclure sans plus tarder

un accord de paix global, s'est dit préoccupé par la persistance de la violence et résolu à appliquer pleinement les mesures existantes, a exprimé sa gratitude à l'Union africaine pour son rôle au Darfour et lancé un appel aux donateurs pour qu'ils continuent d'appuyer la Mission de l'Union africaine au Soudan.

Asie

Iraq

Le 5 décembre, le Président du Conseil a rencontré le Président exécutif par intérim de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies, Demetrius Perricos, afin de faire le point des récentes activités de la Commission. Lors de consultations tenues le 7 décembre, les membres du Conseil ont entendu un exposé du Président par intérim sur les activités de la Commission pendant le trimestre écoulé.

Lors d'une réunion publique tenue le 14 décembre, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Ibrahim Gambari, a informé le Conseil des activités de l'Organisation en Iraq et des faits nouveaux survenus pendant le trimestre écoulé. L'Ambassadeur John Bolton (États-Unis d'Amérique) a présenté un exposé trimestriel sur les activités de la Force multinationale. L'Ambassadeur Samir Sumaida'ie (Iraq) a participé à la réunion et a fait un exposé sur l'évolution de la situation en Iraq au cours des trois derniers mois et sur les difficultés qui restaient à surmonter. Le Conseil a poursuivi l'examen de la question lors de consultations officielles qui ont fait suite à la réunion publique d'information.

Le 16 décembre, les membres du Conseil se sont entendus sur le principe d'un communiqué de presse par lequel ils se félicitaient des élections qui s'étaient déroulées la veille en Iraq.

La situation entre l'Iraq et le Koweït

Lors de consultations officielles tenues le 14 décembre, les membres du Conseil ont entendu un exposé de l'Ambassadeur Yuli Vorontsov, Coordonnateur de haut niveau du Secrétaire général chargé d'enquêter sur le sort des Koweïtiens et nationaux d'autres pays portés disparus et sur les biens koweïtiens volés. Les membres du Conseil se sont entendus sur le principe d'un communiqué de presse par lequel ils se sont félicités de la coopération accrue du Gouvernement iraquien pour régler les problèmes en suspens et ont déploré la lenteur des progrès réalisés pour localiser les archives nationales koweïtiennes et déterminer le sort des disparus. Ils ont de nouveau condamné les violations des droits de l'homme commises par l'ancien régime iraquien et exprimé leurs condoléances aux familles des disparus.

La situation au Moyen-Orient

Liban

Le 12 décembre, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/61) par laquelle il a condamné l'attentat terroriste à la bombe, qui a coûté la vie à Gebrane Tueni, député libanais, directeur de rédaction et journaliste, ainsi qu'à deux autres personnes. Il s'est déclaré préoccupé par l'effet déstabilisateur des assassinats politiques et autres actes terroristes perpétrés au Liban, s'est dit prêt à donner une suite favorable à toute demande d'aide émanant du Gouvernement libanais visant à traduire en justice tous ceux qui sont responsables de cet assassinat et de ceux qui l'ont précédé, et demandé à nouveau que la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité et l'indépendance politique du Liban soient strictement respectées.

Commission d'enquête internationale indépendante

Le 13 décembre, Detlev Mehlis, chef de la Commission d'enquête internationale indépendante chargée d'enquêter sur l'assassinat de l'ancien Premier Ministre libanais, Rafik Hariri, a présenté son deuxième rapport (S/2005/775, annexe) lors d'une séance publique du Conseil. M. Mehlis a recommandé la prorogation du mandat de la Commission pour une nouvelle période de six mois, comme demandé dans une lettre datée du 5 décembre 2005, adressée au Secrétaire général par le Premier Ministre du Liban, Fouad Siniora (S/2005/762, annexe). L'Ambassadeur de la République arabe syrienne, Fayssal Mekdad, et le Chargé d'affaires de la Mission permanente du Liban, Ibrahim Assaf, sont également intervenus devant le Conseil.

Les membres du Conseil ont poursuivi leurs travaux lors de consultations officieuses, auxquelles ont participé M. Mehlis et le Secrétaire général. Les membres du Conseil ont réaffirmé leur soutien aux travaux de la Commission d'enquête, appuyé la prorogation du mandat de la Commission pour une nouvelle période de six mois et estimé que les demandes relatives à l'intensification de l'aide internationale adressées au Secrétaire général par le Premier Ministre du Liban, M. Siniora, dans une lettre datée du 13 décembre 2005 méritaient d'être prises en considération.

Lors de consultations officieuses tenues les 14 et 15 décembre, le Conseil a examiné un projet de résolution tendant à proroger le mandat de la Commission pour une période initiale de six mois et à répondre aux demandes d'intensification de l'aide internationale. Le projet de résolution portait également sur le niveau de coopération offert par le Gouvernement syrien à la Commission. Le 15 décembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1644 (2005).

Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD)

Lors de consultations officieuses tenues le 16 décembre, les membres du Conseil ont entendu un exposé d'Hédi Annabi, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, sur la FNUOD. Il a décrit la situation dans la zone de la mission comme étant calme quoique tendue et souligné la nécessité d'envisager le processus de paix au Moyen-Orient sous tous ses aspects, position dont les membres du Conseil se sont faits l'écho. Le 21 décembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1648 (2005) par laquelle il a prorogé le mandat de

la FNUOD jusqu'au 30 juin 2006, ainsi qu'une déclaration du Président (S/PRST/2005/65).

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Lors d'une réunion publique tenue le 20 décembre, le Conseil a entendu un exposé d'Ibrahim Gambari, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. M. Gambari a plaidé en faveur d'un retour au calme et rappelé aux parties les obligations qui leur incombaient dans le cadre de la Feuille de route. Il a fait le point avec le Conseil des préparatifs concernant les élections législatives palestiniennes et de la situation économique, ainsi que de l'issue de la réunion du Comité spécial de liaison. Il a fait part de la poursuite des violations de la Ligne bleue et réaffirmé qu'une violation n'en appelait pas une autre. Lors de consultations, les membres du Conseil se sont intéressés à la mise en œuvre de l'Accord réglant les déplacements et le passage, les obligations d'Israël et de l'Autorité palestinienne et les préparatifs des prochaines élections palestiniennes.

Europe

Chypre

Lors de consultations officieuses tenues le 7 décembre, le Conseil a entendu un exposé du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, Hédi Annabi, sur l'UNFICYP. M. Annabi a présenté le dernier rapport du Secrétaire général sur la question (S/2005/743 et Corr.1), résumé les principaux éléments et noté en particulier la recommandation du Secrétaire général tendant à proroger le mandat de la Force sous sa forme existante pour une nouvelle période de six mois. Les membres du Conseil se sont dits d'accord pour l'essentiel avec l'évaluation du Secrétaire général selon laquelle la situation dans l'île restait calme et stable, et ont appuyé les activités de la Force. Tous les membres du Conseil ont soutenu la recommandation du Secrétaire général visant à proroger le mandat de la Force jusqu'au 15 juin 2006. À cet effet, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1642 (2005) le 14 décembre.

Questions diverses

Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

Lors de consultations officieuses tenues le 21 décembre, le Conseil a procédé à un examen global de la Direction du Comité contre le terrorisme, comme prévu dans sa résolution 1535 (2004). Il a fondé son examen sur le rapport établi par le Comité contre le terrorisme qui lui a été transmis par la Présidente du Comité dans une lettre datée du 15 décembre (S/2005/800). À l'issue de son examen, le Conseil a fait siennes les conclusions du rapport et a adopté, le 21 décembre, une déclaration du Président (S/PRST/2005/64) sur les résultats de son examen.

Afrique : affaires humanitaires

Lors d'une séance publique tenue le 19 décembre, M. Jan Egeland, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, a fait un exposé au Conseil sur les questions humanitaires en Afrique. Il a décrit la crise humanitaire au Darfour et au Tchad, les conséquences humanitaires de l'action de l'Armée de résistance du Seigneur dans le nord de l'Ouganda, dans l'est de la République démocratique du Congo et au Sud-Soudan, et la très nette aggravation de la situation humanitaire au Zimbabwe. Il a souligné le lien qui existait entre les crises humanitaires et la paix et la sécurité et appelé le Conseil à réagir. Les membres du Conseil se sont eux aussi dits préoccupés et ont souligné qu'il fallait alléger les souffrances humanitaires, notamment en assurant une meilleure protection des civils et en garantissant l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire.

Protection des civils en période de conflit armé

Le 9 décembre, le Conseil a tenu un débat public sur la protection des civils en période de conflit armé. Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Jan Egeland, et le Vice-Président du Comité international de la Croix-Rouge, Jacques Forster, ont présenté des exposés et des déclarations ont été faites par des membres du Conseil (le Royaume-Uni s'exprimant aussi au nom de l'Union européenne) et par 20 autres États. Les principaux thèmes abordés ont porté sur la nécessité d'éviter les conflits armés et de s'attaquer à leurs causes profondes, le rôle des missions de maintien de la paix et des organisations régionales en matière de protection, et les difficultés rencontrées pour faire face aux violences sexuelles et mettre fin à l'impunité.

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et Tribunal pénal international pour le Rwanda

Lors d'une réunion publique tenue le 15 décembre, le Conseil a entendu des exposés des juges Fausto Pocar (Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) et Eric Mose (Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda), de M^{me} Carla del Ponte (Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) et de M. Hassan Jallow (Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda). Des membres du Conseil ont formulé des observations et posé des questions, et les délégations du Rwanda, de la Serbie-et-Monténégro, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine ont fait des observations. Dans leurs observations, les membres du Conseil ont encouragé les deux tribunaux à poursuivre leurs stratégies de fin de mandat, et ont estimé que le transfert d'Ante Gotovina au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie marquait une étape notable et qu'il fallait que les pays de la région continuent de collaborer étroitement afin que les autres inculpés, notamment Karadzic, Mladic et Kabuga, soient déférés devant le tribunal compétent, à savoir le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour les deux premiers et le Tribunal pénal international pour le Rwanda pour le troisième.

Commission de consolidation de la paix

Le 20 décembre, le Conseil a adopté la résolution 1645 (2005) par laquelle, agissant de concert avec l'Assemblée générale, il a donné effet à la décision prise lors du Sommet mondial de septembre 2005 de créer une Commission de

consolidation de la paix. Également le 20 décembre, le Conseil a adopté la résolution 1646 (2005) dans laquelle il a décidé que les membres permanents du Conseil énumérés au paragraphe premier de l'article 23 de la Charte des Nations Unies seraient membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix et que deux membres non permanents du Conseil seraient choisis tous les ans par le Conseil pour siéger au Comité d'organisation.

Iran

Le 9 décembre, le Président du Conseil a fait une déclaration à la presse, au nom du Conseil, afin de condamner les observations faites par le Président Mahmoud Ahmadinejad (République islamique d'Iran) concernant Israël et le déni de l'Holocauste. Dans cette déclaration, le Conseil a réaffirmé qu'en vertu de la Charte des Nations Unies, tous les États Membres sont tenus de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État. Il a également appuyé la déclaration du Secrétaire général sur la question.

Organes subsidiaires

Le 19 décembre, le Conseil s'est réuni en séance publique afin d'entendre un exposé par cinq Représentants permanents en leur qualité de présidents sortants d'organes subsidiaires du Conseil.

L'Ambassadeur Lauro Baja (Philippines) a rendu compte des travaux du Comité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie et présenté le rapport du groupe de travail créé par la résolution 1566 (2004) concernant le terrorisme (S/2005/789).

L'Ambassadeur Ronaldo Sardenberg (Brésil) a présenté un exposé sur les travaux du Comité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone.

L'Ambassadeur Mihnea Motoc (Roumanie) a rendu compte des activités du Comité créé par la résolution 1518 (2003) concernant l'Iraq et du Comité créé par la résolution 1540 (2004) concernant la non-prolifération des armes de destruction massive.

L'Ambassadeur Abdallah Baali (Algérie) a présenté les conclusions du Comité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo.

Le représentant du Bénin a fait le point des activités entreprises par le Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique sous la présidence de l'Ambassadeur Simon Idohou.